

# GENÈSE ET TYPOLOGIE DES VILLES DU CAMEROUN DE L'OUEST \*

J. CHAMPAUD

Géographe de l'ORSTOM

## RÉSUMÉ

*La genèse des villes du Cameroun de l'ouest reflète les divers moments de l'histoire de ce pays. Foumban est la seule véritable ville pré-coloniale, capitale d'un royaume bien organisé. Les centres se sont ensuite multipliés, avec l'installation de grandes plantations européennes et les déplacements de population qu'elles ont suscités, et la mise en place d'une infrastructure moderne (voie ferrée notamment). Le principal facteur de développement des villes cependant fut la création de postes administratifs dont le nombre s'est accru et qui se sont diversifiés dans les années qui ont suivi l'indépendance et la réunification.*

*Des typologies différentes des centres urbains peuvent être esquissées selon que l'on considère leur taille et leur rythme d'accroissement, ou la fonction principale (le rôle administratif étant prédominant). Mais on note aussi des répartitions différentes si l'on tient compte des ensembles régionaux (plateaux et zone littorale, région anglophone et région francophone) ou de la disposition de cette armature urbaine (linéaire, en éventail, circulaire ou diffuse).*

L'ouest du Cameroun contient à lui seul 40 % de la population de la République Unie sur 13 %

\* Communication présentée au symposium de l'Union Géographique Internationale sur les villes dans les pays en voie de développement. Toronto (Canada), août 1972.

## SUMMARY

*The genesis of the towns of the western Cameroon reflects the various phases in the history of this country. Foumban is the only true precolonial town, the capital of a well organized kingdom. The number of the urban centres was increased by the presence of large european plantations and the resulting population migrations as well as the creation of an infrastructure (mainly railways). However the first factor in the development of the towns was the establishment of administrative centres which increased and became more diversified during the years of Independence and Reunification.*

*Varying typologies of urban centres can be designed according to what one considers as the structure and the rate of growth, or the principal function (the administrative role being predominant). But one obtains other classifications if one considers the regional setting: highlands and coastal zone english or french-speaking regions, or the arrangements of this urban pattern Linear, fan shaped, circular, or diffused.*

seulement de sa superficie (1). Il présente du point de vue géographique deux contrastes majeurs : l'opposition entre une zone d'altitude (plateaux de plus de 1 000 m, surmontés de massifs) marquée par

(1) Nous incluons dans cette étude l'ancien Etat du Cameroun Occidental (supprimé à la suite du référendum du 20 mai 1972), la région administrative de l'Ouest (pays bamiléké et bamoun), et le Mungo.

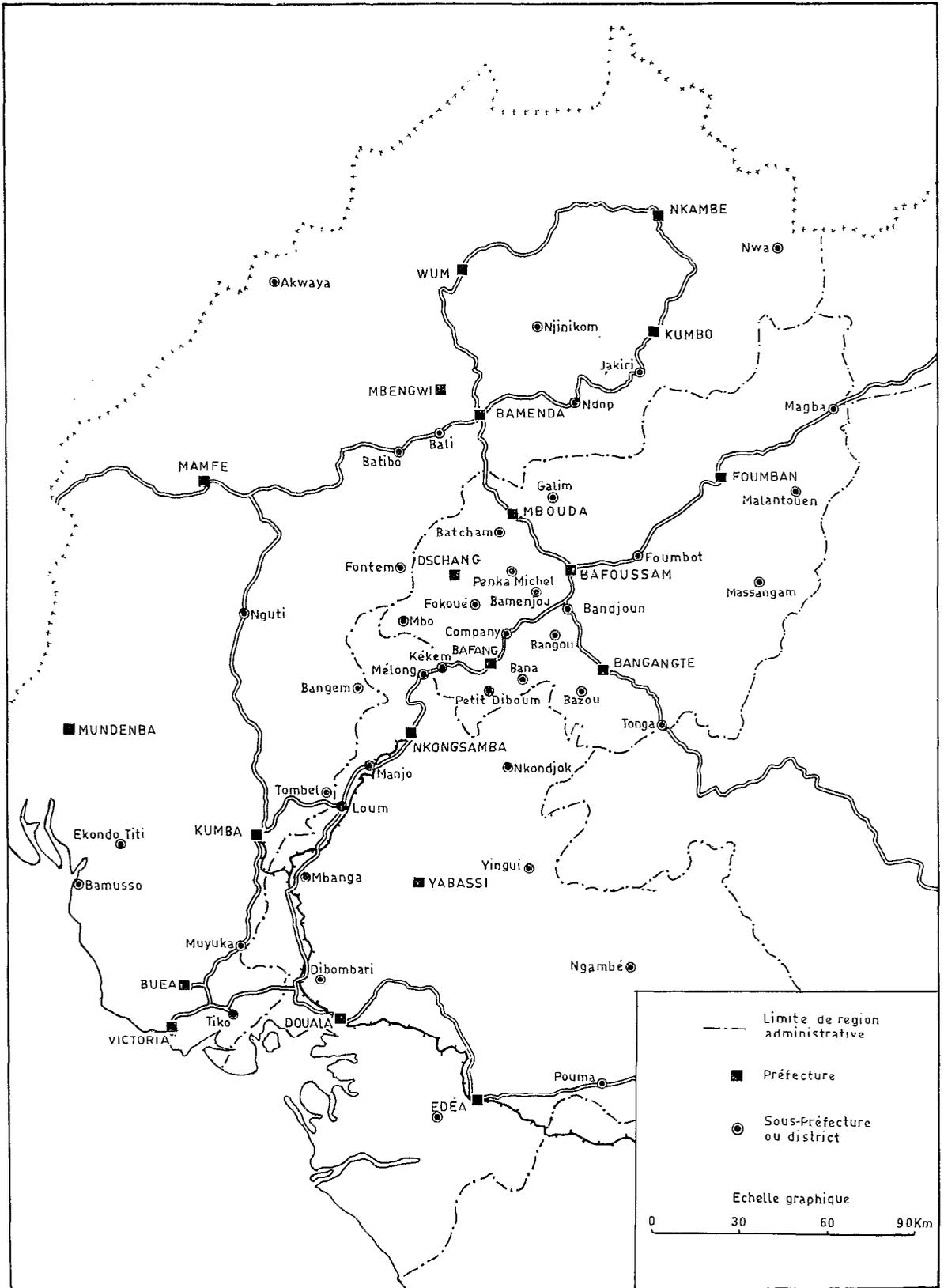


FIG. 1. — Villes du Cameroun de l'ouest

le volcanisme et une zone littorale plus basse, couverte par la grande forêt équatoriale, là du moins où les densités humaines ne sont pas très élevées. A cela s'ajoute une séparation nette entre une région anglophone et une région francophone. L'ancienne frontière entre les deux empires, britannique et français, s'efface peu à peu depuis la Réunification. Elle demeure cependant un élément important de la différenciation régionale et de la typologie urbaine.

### 1. Les étapes de l'urbanisation

Le mouvement général de l'urbanisation a suivi de près l'évolution historique récente du Cameroun, dont les grandes phases ont connu chacune un type différent de centres urbains : peu nombreux avant l'arrivée des blancs et répondant aux besoins de sociétés vivant partiellement en autarcie, ils se sont développés par la suite au rythme de la pénétration européenne, de la construction des voies de communication et de la prise en mains du pays. L'indépendance a ajouté plus tard une dimension nouvelle et accéléré le processus de l'urbanisation.

#### 1. LA PÉRIODE PRÉ-COLONIALE

Il est habituel de lire que l'Afrique noire, avant l'arrivée des blancs ne contenait pratiquement pas de villes. Quelques exceptions notables étaient dues cependant aux capitales, ou à ce qui en restait, des grands empires soudaniens, ainsi qu'au réseau yoruba. Or l'ouest du Cameroun, qui constitue par bien des aspects une transition entre l'Afrique occidentale et l'Afrique centrale, possédait une organisation sociale très structurée, et une division de l'espace en « royaumes » ou « chefferies » de taille variable, mais bâtis suivant un modèle identique : un chef ou « Fon » entouré d'une famille importante, de notables, et disposant d'une force militaire ; celle-ci étant formée soit de guerriers permanents, c'était le cas semble-t-il chez les Bamoun, soit des éléments de sociétés coutumières mobilisables en cas de besoin (mandjong des Bamiléké, des Nso et peuples voisins).

Malgré leur identité culturelle, ces sociétés ont apporté des réponses diverses à l'organisation de leur espace et ce n'est que dans certains cas seulement que le centre de commandement peut être assimilé à une ville.

Foumban, capitale du royaume bamoun, est sans doute l'exemple le plus complet de ville pré-coloniale dans cette partie de l'Afrique. Les Bamoun occupèrent le plateau où ils sont actuellement vers la

fin du XVII<sup>e</sup> siècle, venant de la plaine Tikar. Le témoignage des premiers explorateurs allemands exprime leur surprise de trouver une capitale de royaume de cette ampleur. Le lieutenant HIRTLE, qui y arriva le 13 avril 1903, venant de Bamenda, note dans son journal de voyage :

« *Le terme de ville est bien mérité, de par la grandeur et le bon ordre des rues, l'ordonnance régulière des maisons et la propreté qui règne partout. Bamum est fortifiée, deux fossés la protègent, de 6 m de profondeur et de 4 m de largeur, ainsi qu'un fort rempart percé de plusieurs portes. De nombreux hameaux et fermes se rattachent à la ville même, parmi lesquels il faut placer une grande colonie haoussa qui occupe son propre quartier... La fréquentation du marché est importante. Lorsque je l'ai visité, il devait y être réuni environ 4 000 personnes. Là aussi j'ai observé un ordre modèle. Le marché se tient tous les jours, un jour dans le quartier haoussa, le suivant sur la place de la chefferie. De temps en temps, outre le marché ordinaire, s'en tient un pour l'ivoire et les chevaux pour lesquels on troque des denrées du pays ainsi que des produits fabriqués (travaux des forgerons et tissus de coton). Le mode de paiement préféré consiste en cauris ; je n'ai pas vu d'argent.* » (1)

L'importance de Foumban à cette époque était due à la fois à la structure du royaume et à son étendue. Au cours de la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, le roi Mbouemboué avait poussé jusqu'au Noun et au Mbam les limites du royaume, soumettant, repoussant ou razziant les populations qui occupaient le terrain. Il organisa aussi des expéditions lointaines pour accroître le nombre d'habitants de son pays. La gestion de ce territoire (environ 7 700 km<sup>2</sup>) reposait sur une organisation rigoureuse dont Foumban était le centre. Le palais du roi était l'élément principal de la ville ; la famille royale, au début du XX<sup>e</sup> siècle comptait plus de 2 000 personnes et la « seconde élite de la tribu », selon les termes de Mme Rein-Wurhmann, se composait de 400 « barons » (2). La population totale du royaume pouvait être estimée, d'après C. Tardits, à environ 60 000 habitants dont les

(1) Deutsches Kolonialblatt 1903, n° 18, p. 492 : Bericht des Oberleutnants Hirtler über eine Expedition nach Bamum.

(Cité par I. DUGAST et M.D.W. JEFFREYS : l'écriture des Bamum, *Mémoires IFAN*, 1950, p. 16).

(2) A. REIN-WUHRMANN. Fumban, die Stadt auf dem Schutte. Bâle 1948 (citée par C. TARDITS : Stratification sociale et parenté chez les Bamoum. *L'Homme* 1965, vol. 5, cahier 3-4).

deux tiers étaient des esclaves ; ceux-ci vivaient à la fois à la campagne et à la ville alors que les Nji (les « barons » cités plus haut) vivaient à Foumban : « Tous les grands du pays y demeuraient et il leur était même interdit de séjourner en permanence dans les campagnes d'où partaient chaque semaine des colonnes de porteurs destinées au ravitaillement des nji » (1). Vivait en outre à Foumban un petit peuple d'artisans travaillant le fer, le bois, le cuir, tissant et brodant. La morphologie urbaine elle-même était très particulière puisqu'à l'intérieur d'une double ligne de fossés se juxtaposaient, outre le palais et les constructions attenantes, les villages des notables et les fermes des simples habitants. Le périmètre urbain délimité par les fossés dépassait donc nettement l'espace réellement « urbanisé », mais il avait l'avantage de permettre à une population relativement nombreuse, renforcée éventuellement par des réfugiés de la campagne, de soutenir un long siège, ce qui se produisit à plusieurs reprises au cours de l'histoire bamoun, tout en pratiquant des cultures de subsistance à l'intérieur de ce périmètre.

Foumban était cependant une exception et les autres centres de royaumes ou de chefferies n'avaient pas cette ampleur. Seuls les grands lamidats du nord, de constitution relativement récente lors des débuts de la colonisation, étaient parvenus à un degré identique d'organisation, avec un chef entouré d'une cour et de tout un ensemble de notables, de guerriers ou d'artisans ; l'islam étant en outre une composante essentielle de ces civilisations « urbanisantes ». Les structures politiques des plateaux occidentaux étaient bâties sur le même modèle que celles du pays bamoun, mais elles étendaient moins loin leur domination et étaient plus orientées vers l'agriculture que vers la conquête.

Zintgraff, l'explorateur allemand qui visita le premier la chefferie de Bali, au début de 1889, décrit un pays plus densément peuplé que la région Bamoun, et il est surpris par l'importance des constructions : la grande place du marché, les maisons individuelles précédant le palais du Fon, lui montrent qu'il a affaire à un souverain puissant, disposant d'environ 2 000 guerriers et de 200 femmes. Une organisation voisine prévalait à Bafut, ou à Kumbo et en pays bamiléké. Mais il s'agissait de chefferies plutôt que de villes véritables. Centres de commandement mais sans différenciation très poussée des activités professionnelles ni constructions de grande ampleur comme à Foumban. Kumbo peut-être s'en

approchait qui comme elle s'était dotée au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle d'une ceinture de fossés et servait de refuge aux populations du voisinage.

En plus de ces centres existaient un certain nombre de marchés. Les échanges étaient nombreux, particulièrement dans les zones situées sur les rebords occidental et méridional du plateau qui servaient de lieu de transit pour les produits venus de la côte, huile, sel, étoffes, que l'on échangeait contre de l'ivoire ou des esclaves. La région commerçait également avec le nord, troquant des noix de kola principalement contre des tissus de coton ou des chevaux ; ce trafic était surtout le fait de négociants « haoussa » (terme générique désignant les divers peuples de la zone soudanienne).

L'arrivée des blancs allait modifier tout cela et contribuer fortement à la création de centres urbains plus importants, mais sans pour autant supprimer ce qui existait auparavant. Au contraire l'installation d'un nouveau type d'administration, soit très tôt (Foumban), soit tout récemment (Kumbo) leur a donné une impulsion nouvelle.

## 2. LA COLONISATION ET SES CONSÉQUENCES

La pénétration européenne fut tardive dans cette partie de l'Afrique et l'occupation du pays ne se fit que progressivement durant les dernières années du siècle dernier. C'est en 1858 que fut fondé le premier établissement européen sur la côte : un missionnaire anglais, Alfred Saker acheta au « roi William » une bande de terre de 16 km de long sur 8 km de large pour y installer une colonie d'anciens esclaves venus de la Jamaïque ; cette fondation prit le nom de Victoria. Mais pendant près de trente ans encore, ni Victoria, ni même Douala ne furent autre chose que des escales commerciales sommaires et des points de traite. En 1884, Nachtigal signa avec les deux « rois » douala Akwa et Bell le traité établissant le protectorat de l'Allemagne sur la côte camerounaise. Dès cette époque, alors que le gouvernement de Bismark répugnait à organiser une administration coloniale, les commerçants et les colons allemands dépassaient l'horizon des simples escales et commençaient à s'intéresser à la mise en valeur du pays. Victoria fut rachetée aux missionnaires anglais et de grandes sociétés comme Woermann installèrent des plantations autour du mont Cameroun. Sous l'impulsion de Von Puttkamer, gouverneur de 1895 à 1907 une société fut créée pour exploiter l'ouest du Cameroun, la Gesellschaft Nordwest-Kamerun. Les plantations se multiplièrent et très vite se posa le problème de la main-d'œuvre : les régions proches du mont Cameroun et de l'estuai-

(1) C. TARDITS, *op. cit.*

re du Wouri étaient peu peuplées et les indigènes dépossédés de leurs terres comme les Bakweri, manifestaient peu d'empressement à travailler pour le compte des nouveaux arrivants. Ce fut le début d'un grand déplacement de travailleurs, venus en majorité des plateaux : la population y était déjà nombreuse et les structures politiques fortes permettaient de négocier avec les chefs locaux l'envoi régulier vers le sud de contingents importants. Les camps qui s'installèrent près des grandes plantations furent parfois les premiers éléments de centres urbains ou bien fournirent aux villes en gestation une population qui s'était déjà éloignée de son milieu d'origine.

La politique de grands travaux publics fut un autre facteur important de déplacement de la population. Les colonisateurs allemands misaient beaucoup, comme il était courant à l'époque en Europe, sur le chemin de fer, et bien qu'ils ne prirent que tardivement la décision de construire deux lignes (de Douala vers l'est, et de Bonabéri vers le nord) les travaux furent menés rapidement. La « Kamerun Eisenbahn Gesellschaft » fut constituée en 1903, et le 11 avril 1911 on inaugura le tronçon Bonabéri-Nkongsamba (160 km). Parmi les 24 gares qui jalonnaient la ligne et avaient été conçues principalement pour desservir les grandes plantations du Mungo, plusieurs devinrent par la suite de petites villes : Mbanga, Penja, Nyombé, Loum, Manjo. C'est le chemin de fer qui donna naissance à la ville même de Nkongsamba. Celle-ci ne devait être qu'une étape provisoire en direction du nord et un projet gouvernemental de 1914 prévoyait sa poursuite au moins jusqu'à Foumban. La guerre suspendit les travaux et après le partage du territoire, les Français donnèrent la priorité à l'achèvement de la liaison entre Douala et Yaoundé, la nouvelle capitale. Selon l'expression de B. Nkuissi (1) Nkongsamba est donc née de « l'avortement d'un projet ».

Une autre conséquence importante de la colonisation dans le processus d'urbanisation fut la création de postes administratifs. L'occupation allemande du pays ne commença que dans les dernières années du siècle dernier, et il fallut attendre 1907, et la création à Berlin d'un Ministère des Colonies pour que se réalisât une implantation effective et permanente à l'intérieur du pays. Celle-ci fut dès lors poursuivie activement, à la mesure de l'intérêt nouveau que l'Empire Germanique portait au Cameroun (qui fut agrandi par accord avec la France lors du traité de 1911). A la déclaration de la guerre,

le pays était divisé en 28 districts administratifs. Dans l'ouest du pays, ceux-ci avaient nom : Wum, Bamoum (Foumban), Ossindingué (Mamfé), Dschang, Baré, Yabassi, Buea et Douala. Autant de noms que l'on retrouve, à des niveaux divers dans la liste actuelle des villes. Dès cette époque, l'ouest, plus proche de la côte et plus peuplé, était plus densément administré que le reste du pays. Sans doute n'étaient-ce là que des ébauches de centres urbains : un poste militaire, un ou deux officiers ou sous-officiers et une cohorte de « tirailleurs » constituaient une petite garnison ; il s'agissait plus d'occuper le pays que de le faire vivre, on s'en remettait pour cela à l'autorité traditionnelle demeurée en place.

Après le partage du Cameroun entre la France et l'Angleterre, les mêmes centres furent conservés, à peu d'exceptions près (transfert de Baré à Nkongsamba du siège de la circonscription, suppression du poste administratif de Bana) mais les différences de conceptions qui avaient cours de part et d'autre du Mungo eurent des effets aussi bien sur la création des organismes urbains que sur l'infrastructure même du pays.

Du côté anglais la politique poursuivie était pour l'essentiel la suite de l'allemande, basée sur l'administration indirecte, assortie cependant de conseils partiellement élus, les « native authorities ». Celles-ci, à côté des chefs traditionnels, prenaient en charge les affaires locales : maintien de l'ordre, collecte des taxes, organisation des marchés, construction et entretien des pistes, etc. Les centres administratifs proprement dits étaient peu nombreux : 4 pour le Cameroun anglais, Victoria, Kumba, Mamfé, Bameda, plus tard Wum et Nkambé ; ils n'avaient qu'un faible effectif de fonctionnaires. L'infrastructure routière était conçue principalement en fonction des besoins des native authorities : celles-ci par ailleurs avaient laissé à peu près totalement aux missions les tâches d'éducation et d'assistance sanitaire.

L'administration française s'attacha davantage à assurer un encadrement plus direct du pays. Les centres de commandement, chefs-lieux de régions ou de subdivisions, étaient plus nombreux, construits à peu près toujours, Foumban étant l'exception, à l'écart des chefferies traditionnelles les plus importantes. Les voies de communication étaient conçues pour relier les villes entre elles et assurer les liaisons avec Yaoundé et Douala, et le principal effort de scolarisation et de santé était dû à l'administration.

Ces politiques différentes expliquent qu'au terme du mandat les centres urbains aient été plus nom-

(1) B. Nkuissi : Nkongsamba F.L.S.H., Lille 1967.

breux à l'est qu'à l'ouest, le réseau routier plus développé et l'implantation des équipements sociaux plus fournis.

### 3. UNE DÉCENNIE D'INDÉPENDANCE

Le 1<sup>er</sup> janvier 1960 le Cameroun « français » devient indépendant. Le 1<sup>er</sup> octobre 1961, la partie

méridionale du Cameroun sous tutelle britannique se joint à lui. Indépendance et Réunification allaient avoir des répercussions importantes sur le réseau urbain.

La première fut la création de nouvelles circonscriptions administratives. Dans le but de rapprocher l'administration des administrés, qui était lié parfois

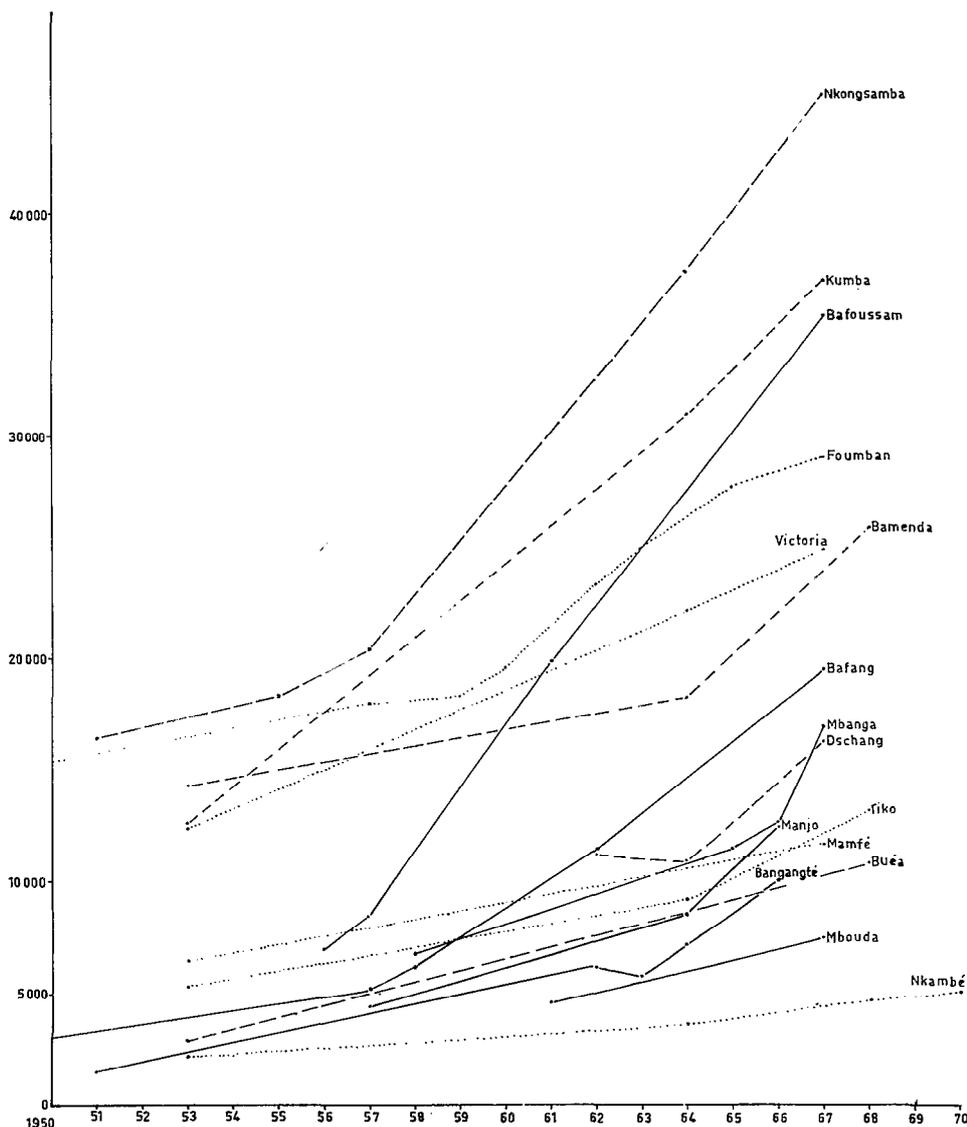


FIG. 2. — Accroissement de la population

à des préoccupations de maintien de l'ordre (en pays bassa ou en pays bamiléké) on a institué de nouveaux départements, le plus souvent par scission d'unités trop vastes. Cela fut le cas par exemple au Cameroun

Occidental : les 6 divisions qui existaient en 1961, Victoria, Kumba, Mamfe, Bamenda, Nkambe et Wum furent remaniées et donnèrent naissance en 1968 à 9 départements, Mundemba, Kumbo et

Mbengwi s'ajoutant aux précédents. De même la région bamiléké fut scindée, à la fin de 1960 en 5 départements. Un grand nombre d'arrondissements ou de districts furent aussi créés, surtout en 1960/61 en pays bamiléké, un peu plus tard au Cameroun Occidental, assurant une plus large diffusion des échelons intermédiaires entre les préfectures et la population.

Ainsi se détachèrent un certain nombre d'agglomérations qui devinrent parfois de véritables villes lorsqu'elles purent concentrer un minimum d'équipements tertiaires et donner naissance à une activité commerciale notable alimentée surtout par les fonctionnaires ; dans les autres cas, elles demeurent de simples bourgs animant au niveau élémentaire la vie rurale.

Un autre aspect des premières années d'indépendance fut la création des régions et une certaine décentralisation de l'administration. Le Cameroun Occidental, longtemps traité comme une partie de l'Eastern Region du Nigeria devint un Etat fédéré, et Buea, le petit centre résidentiel fondé par les Allemands prit une ampleur plus grande avec la construction de ministères, de bâtiments administratifs, d'un lycée bilingue et l'augmentation du nombre de fonctionnaires (d'autant plus nette qu'elle cumulait ses fonctions de capitale avec celles d'une Inspection Fédérale). Bafoussam connut une croissance plus rapide encore avec sa promotion au rang de chef-lieu de la région (Inspection Fédérale), qui devint effective en 1964, au détriment de Dschang. Cette création des régions, tout en permettant de respecter la personnalité des différentes parties du Cameroun était aussi un moyen d'éviter l'émiettement résultant de la création de départements nouveaux en constituant des ensembles territoriaux d'une certaine dimension économique.

La figure 2 montre la croissance de la population pour quelques villes de l'ouest. Les chiffres utilisés ne sont pas rigoureux : aux défauts habituels des recensements administratifs s'ajoute la difficulté de connaître exactement le chiffre de population véritablement urbaine, l'agglomération étant parfois recensée indistinctement avec sa campagne ; en outre les données anciennes sont difficiles à collecter, particulièrement au Cameroun Occidental. Aussi est-il préférable d'accorder attention au dessin de la courbe elle-même plutôt qu'aux chiffres qu'elle traduit. Elle reflète bien la tendance générale à l'accroissement constant du volume démographique des villes et elle montre en particulier, dans la plupart des cas le redressement de la courbe aux alentours de 1960. Depuis le dernier recensement

(1967 en général) la croissance de ces villes s'est poursuivie et dans certains cas, comme à Bamenda, le rythme s'est vraisemblablement accentué.

## 2. Typologie des villes de l'ouest

Parmi les différentes classifications possibles, les plus significatives nous paraissent, ici, celles fondées sur la taille et le rythme d'accroissement, l'aspect fonctionnel et la répartition dans l'espace.

### 1. TAILLE ET TAUX D'ACCROISSEMENT

Il n'y a pas de grande ville dans l'ouest du Cameroun, si du moins l'on met à part Douala, 220 000 hab. (1), métropole économique à l'échelle du pays entier, mais où les originaires de l'ouest sont majoritaires. Cinq villes ont entre 25 000 et 60 000 hab. : Nkongsamba, Kumba et Bafoussam (45 000, 37 000 et 35 000 hab.) doivent dépasser maintenant les 50 000 âmes, Bamenda et Victoria (26 et 25 000) avoisinent sans doute aujourd'hui les 30 000 hab. Aux échelons inférieurs figurent trois séries d'une quinzaine de villes chacune : 15 ont entre 10 et 25 000 hab., 14 de 5 à 10 000 hab. et 17, entre 3 et 5 000, peuvent encore prétendre être classées dans cet ensemble. Cette classification n'est cependant qu'une approche de l'armature urbaine, ne serait-ce que par l'incertitude qui s'attache aux dénombremens. S'y ajoute le fait que l'on ignore la population de quelques agglomérations où une fonction administrative a été surimposée à une grande chefferie sans que l'on isole pour autant un quartier urbain ; la population continue à être recensée par quartiers ou villages, c'est le cas par exemple à Bandjoun ou à Bali.

Un autre élément d'information, plus intéressant, est donné par les taux d'accroissement de population, calculés sur la période récente. Plusieurs types peuvent être distingués.

Les taux les plus élevés (au-delà de 10 % soit un doublement en 7 ans) intéressent quatre préfectures sur cinq du pays bamiléké : Bafang, Bafoussam, Mbouda et Bangangté, et deux villes du Mungo : Mbanga et Manjo. Ce sont incontestablement des villes dynamiques, comme en témoigne le nombre de constructions neuves, ayant un fort pouvoir d'attraction sur des campagnes densément peuplées. Le cas de Bangangté toutefois mérite d'être mis à part : l'augmentation de sa population est dû surtout au rôle de refuge qu'elle a joué durant la période

(1) Sauf indication contraire, les chiffres de population indiquée proviennent du recensement administratif général effectué en 1967 sur l'ensemble de la République Fédérale.

troublée de 1958 à 1962, mais son activité économique est très en deçà de celle des autres centres.

Un deuxième groupe comprend des villes très diverses : Dschang, Bamenda, Kumba, Buea et Nkongsamba croissent en moyenne de 9,8 à 7,6 % par an. Dschang et Nkongsamba sont deux villes assez anciennes mais qui sont entrées sur le plan économique dans une phase de stagnation depuis que, pour la première, la capitale régionale a été transférée à Bafoussam, et que la concurrence de la route bitumée a partiellement enlevé à la seconde le rôle de transit et de commerce de gros qu'elle devait au terminus du chemin de fer. Malgré cette faiblesse cependant, la population continue d'augmenter à un rythme qui n'est pas négligeable. Buea et Kumba par contre ont connu une forte expansion depuis la Réunification. Le rythme de la croissance est masqué ici par l'éloignement des points de comparaison (1953 et 1967). Buea a vu s'accroître considérablement sa fonction administrative, et Kumba a bénéficié du renversement des principaux courants d'échanges terrestres du Cameroun Occidental, prenant la place de Mamfe. Bamenda (5 % entre 1953 et 1968, mais 9 % de 1964 à 1968) doit son accroissement démographique au gonflement de ses fonctions administratives et commerciales, mais aussi à l'augmentation de la production de café dans sa région.

Le dernier groupe comprend des centres à croissance faible. Victoria (5 %) et Tiko (3 %) ne se sont pas remises du déclin de la banane et souffrent de la proximité de Douala. Nkambe (5,4 %) malgré son rang de préfecture, n'anime que faiblement sa région. Mamfe (4,67 %) enfin est la ville qui a été en quelque sorte victime de la Réunification et son léger accroissement démographique masque l'effondrement économique. Quant à Foumban (4,2 %) n'occupant toujours qu'une petite partie du périmètre tracé au siècle dernier, elle est devenue une ville d'où l'on émigre.

## 2. TYPOLOGIE FONCTIONNELLE

L'examen de la genèse des villes a montré le caractère primordial de l'administration dans le processus de croissance urbaine. A l'heure actuelle, toutes les villes importantes sont des préfectures ; sur l'ensemble du Cameroun, la première ville que ne le soit pas est Mbanga, dans le Mungo, qui avec 17 000 hab. en 1967 vient en 15<sup>e</sup> position sur la liste. Mais ces préfectures sont de taille très diverse et révèlent de grandes variétés de niveau d'équipement. La préfecture moyenne abrite, outre les services d'administration générale, les responsables départementaux de la Police, des Finances, de

l'Agriculture, de l'Élevage, des Eaux et Forêts, de l'Enseignement primaire et de la Santé. Certaines ont en outre des services dont la compétence s'étend à plusieurs départements : compagnie de gendarmerie, secteur de grandes endémies. A peu près toutes ont un collège d'enseignement général, parfois un lycée, et un hôpital. En tête des préfectures, il faut citer celles qui ont des services régionaux plus étoffés, et sont le chef-lieu d'une province, comme Bafoussam, Buca ou Bamenda.

Sous-préfectures et districts sont également de taille très diverse : 17 100 hab. à Mbanga, 278 à Nkondjok (mais ce dernier chiffre correspond uniquement, comme c'est souvent le cas, à la population du quartier administratif peuplé surtout de fonctionnaires ou de commerçants et non à l'agglomération elle-même). L'équipement en services est bien moindre que celui des préfectures : à côté de la sous-préfecture proprement dite qui ne compte qu'un nombre restreint d'employés, figurent une brigade de gendarmerie, un poste agricole, un dispensaire, un bureau de poste, une école primaire à cycle complet. Ce sont là les éléments de base ; un petit collège, voire un hôpital complète parfois l'équipement. Mais la présence de l'administration ne suffit pas toujours à faire une ville d'une agglomération qui n'a pas par ailleurs de rôle commercial notable dans sa région.

La hiérarchie commerciale s'impose comme le deuxième mode de classement fonctionnel de ces villes. Il est un domaine où l'organisation commerciale est calquée sur la structure administrative, c'est celui des coopératives qui jouent un rôle essentiel dans la commercialisation du café, dont elles collectent la majeure partie. Il y a généralement une coopérative dans chaque préfecture, dont l'action s'étend à tout le département (on en trouve parfois deux, comme à Bafang et Bangangté lorsque la région produit à la fois du robusta et de l'arabica). A Bamenda et Bafoussam existent en outre des unions de coopératives qui exportent directement, comme l'U.C.C.A.O. ou sont les intermédiaires du Marketing Board. Ces deux villes sont aussi, avec Nkongsamba le siège d'une activité commerciale intense, et les seules où l'on trouve des commerces de gros.

Si l'on considère les chiffres de patentes (pour l'ex-Cameroun oriental uniquement, car on ne dispose pas de l'équivalent outre-Mungo), cinq villes se détachent nettement des autres : Nkongsamba avec 456 patentes, est suivie de Bafoussam, 301, Dschang, 203, Bafang, 174 et Foumban 142. Ces centres ont tous en même temps des attributions adminis-

tratives de rang préfectoral. Le groupe suivant est plus divers : entre 50 et 120 patentes, on trouve en effet deux préfetures, Bangangté (104) et Mbouda (66) et six sous-préfetures : Loum (108), Mbanga (103), Melong (98), Dibombari (91), Manjo (75), Foubot (60). En dessous de 50 patentes apparaissent deux groupes : le premier comprend six agglomérations : Kékem, Penja, Nyombé, Bandjoun, Bafou et Koutaba (47 à 22), le second, 18 petits centres dont l'importance décroît régulièrement (de 15 à 2 patentes).

Des observations et un classement identiques peuvent être faits si l'on examine la distribution du réseau bancaire qui est généralement limité aux préfetures et à quelques sous-préfetures les mieux équipées, ou bien le nombre de cartes grises délivrées par localité, dont la répartition est presque exactement parallèle à celle des patentes.

Cette concordance entre les deux modes de classement nous semble montrer :

— qu'à une activité administrative majeure (préfecture et services qui lui sont liés) se superpose à peu près à coup sûr une activité commerciale importante. Seules échappent à ce schéma quelques préfetures récentes de l'ancien Cameroun Occidental, comme Mundemba ou Mbengwi, ou bien mal équipées, comme Nkambe ;

— qu'à l'échelon inférieur de la fonction administrative (sous-préfecture ou district), la présence des salariés de l'Etat n'est pas suffisante pour créer une activité économique de type urbain si d'autres conditions ne sont pas remplies : présence d'une gare, d'un gros marché, d'un carrefour de routes importantes, existence d'une production agricole commercialisable ;

— parmi les agglomérations n'ayant aucun rôle administratif, certaines sont de gros bourgs, mais il s'agit à chaque fois de cas d'espèce liés à la proximité d'une gare, d'une grande plantation ou d'une coopérative importante : Ndu, Santa, Penja, Nyombé, appartiennent à ce lot.

Cet examen du rôle fonctionnel des villes doit être complété par celui des types régionaux, qui fait apparaître de nouvelles classifications.

### 3. PLATEAUX ET ZONE LITTORALE

L'unité des plateaux tient à plusieurs facteurs : terres élevées et volcaniques en majorité, peuplement par des groupes humains appartenant au même ensemble culturel, densités généralement fortes. Sur le plan économique, la culture du café arabica lui donne aussi une incontestable homogénéité. Cette culture, d'un bon rapport en général (la baisse des

cours récente est sans doute conjoncturelle) a permis une large monétarisation des campagnes, et alimenté la croissance des villes. Dans la plupart des villes la coopérative de café est le principal employeur (à Kumbo par exemple, la Nso Area Cooperative Union emploie le tiers des salariés) et ses usines et entrepôts constituent un quartier animé à peu près tout au long de l'année ; les différentes opérations de collecte, de décorticage, de triage et d'expédition amènent des va-et-vient constants de personnes et de véhicules.

Dans la zone littorale, l'économie agricole est plus diversifiée et les coopératives moins puissantes. Les activités de collecte des produits agricoles sont donc plus dispersées ; il y a en particulier un très grand nombre de petites usines à café (72 dans le seul département du Mungo !) qui ne contribuent guère à l'essor urbain. Autre caractère propre aux villes du littoral, les constructions en planches, à l'imitation des longs bâtiments bas des camps de travailleurs dans les plantations, sont les plus répandues pour l'habitat traditionnel alors que sur les plateaux prévaut la maison en parpaings de terre couverte de nattes de raphia ou de tôles ondulées, plus rarement de chaume. Parmi les maisons modernes, une différence essentielle existe entre les deux Etats du Cameroun. A la maison banale en ciment du Cameroun oriental, dont la construction, étage par étage, dure souvent des années, au rythme des disponibilités du propriétaire (ce qui donne à certaines villes, comme Bafang, l'allure d'un perpétuel et interminable chantier), s'opposent, côté anglophone, des constructions plus coquettes et soignées, sans étage, avec des murs de pierre (en trachyte ou basalte) aux ouvertures à petits carreaux, soigneusement peintes, et séparées de la route par un espace de pelouses et d'arbustes. Plusieurs autres traits différencient d'ailleurs l'urbanisation de part et d'autre de l'ancienne frontière.

### 4. VILLES « ANGLAISES » ET VILLES « FRANÇAISES »

La première différence entre les deux types d'urbanisation, hérités dans leur structure générale de la colonisation, est un nombre de villes plus modeste du côté anglophone, dont nous avons déjà évoqué les causes : moindre développement de l'économie monétaire dans les campagnes (le café arabica par exemple n'a été introduit sur les plateaux de Bamenda que dans les années 50, soit 20 ans après sa diffusion en pays bamiléké et bamoun) et système d'administration indirecte. Les councils qui avaient en charge la gestion effective du pays étaient souvent installés dans des villages ou près des chefferies

traditionnelles. De même la quasi-totalité des établissements scolaires et hospitaliers, gérés par les missions étaient souvent très dispersés. Il n'y a pas eu concentration d'équipements tertiaires dans des « lieux centraux » mais dispersion au contraire dans les campagnes, les missions s'étant installées en général à l'écart des chefferies et loin des unes des autres. On a ainsi ce que l'on pourrait appeler des « bourgs de mission » où, à côté de l'église et du presbytère se trouve un collège ou un hôpital : c'est le cas à Tatum, Ndu, Njinikom, Batibo, Acha Tugi. On trouve aussi des bourgs de mission au Cameroun oriental, avec Mbwo (protestant) et Peté (catholique) à Bandjoun, Bangwa (protestant), Bafou-Saamaya (catholique), Ndoungué (protestant), mais ils ne constituent qu'un échelon complémentaire des services tertiaires officiels, alors qu'au Cameroun Occidental, ils représentent une part très importante des équipements de type urbain.

A l'intérieur même des villes se remarque toujours, au Cameroun anglophone, l'opposition entre un quartier administratif, appelé « station » et la ville traditionnelle, désignée naguère du nom de « native town ». Le premier a l'allure élégante d'une banlieue anglaise : petites maisons basses entourées de verdure, disposées en ordre lâche dans une sorte de parc. La seconde, l'aspect inorganisé d'un agglomérat de maisons aux tristes toits de tôle rouillée. Plusieurs kilomètres séparent les deux quartiers : à Victoria, le quartier administratif est à Bota, dans un jardin botanique au bord de la mer ; à Kumba, il est sur les flancs du mont Barombi ; à Bamenda, outre la distance, 200 m d'altitude séparent nettement la station de Mankon. A Buea également, G. Courade a montré comment un zonage en altitude de l'habitat reproduit la diversité des milieux sociaux (1). Il est frappant de constater que même après le départ des Anglais, on continue de construire à l'écart des villes les quartiers administratifs (cf. Kumbo) et que les fonctionnaires camerounais entretiennent avec un soin identique les maisons coquettes et les concessions qui les entourent.

Au Cameroun francophone on remarque aussi un quartier administratif mieux bâti et mieux organisé que le reste de la ville, mais il est moins nettement séparé et le quartier commercial fait généralement transition avec les autres quartiers alors que dans les villes anglophones la station est uniquement lieu de résidence et, souvent, de travail des fonction-

naires, les commerces étant tous à proximité des quartiers traditionnels.

Une dernière différence : dans l'ex-Cameroun oriental, les centres administratifs qui ont donné naissance aux villes sont à peu près toujours bâtis à l'écart des chefferies, souvent même sur la limite entre plusieurs chefferies (Bafoussam, Dschang, Mboudan, Bafang) alors que dans l'autre Etat ils sont le plus souvent à proximité des chefferies les plus importantes (Wum, Kumbo, Bamenda).

##### 5. RÉPARTITION DANS L'ESPACE

La répartition spatiale de ces centres urbains révèle un dessin diversifié suivant les régions. La double dichotomie provenant de l'ancienne frontière entre les deux Etats et de la limite plateaux-plaines littorales conduit à distinguer quatre « systèmes urbains », plus un cinquième type non organisé correspondant aux zones plus ou moins enclavées (fig. 3).

Sur les plateaux Bamiléké et Bamoun, un schéma circulaire est celui qui rend le mieux compte de la répartition spatiale des centres urbains. La capitale régionale, Bafoussam, occupe une position centrale et les cinq préfectures, Mbouda, Dschang, Bafang, Bangangté, Foumban en sont éloignées respectivement de 30, 60, 60, 50 et 72 km par la route. Si l'on trace autour de ce centre un cercle de 40 km de rayon on atteint à peu de choses près, 3 de ces 5 préfectures (cf. fig. 3). Mbouda est plus proche de Bafoussam, la frontière empêchant là un éloignement plus important ; Foumban par contre est plus éloignée et il faut y voir le reflet des contrastes de densité entre pays Bamiléké (103 hab./km<sup>2</sup>) et pays Bamoun (19). Chacune des ces 6 préfectures (en y incluant Bafoussam) commande 2, 3 ou 4 sous-préfectures ou districts. Si l'on trace là un cercle de 15 km autour de chacun, on intègre la majorité de ces petits centres. En pays Bamoun, c'est un cercle de 40 km centré sur Foumban qui permet la même intégration. Ce dessin assez régulier montre une répartition équilibrée des divers échelons administratifs et le bon réseau de routes et de pistes qui quadrillent l'espace rural assure une bonne desserte de l'ensemble de la région.

La structure est différente sur les hautes terres de la province du Nord-Ouest et l'image qui s'impose est plutôt celle d'un éventail incomplet. Bamenda, « adossée » en quelque sorte à la frontière est depuis peu un chef-lieu de province qui commande cinq départements : quatre préfectures le relaient, mais les organes intermédiaires sont ici moins nombreux qu'à l'Est et il n'y a généralement qu'un arrondissement

(1) G. COURADE : L'espace urbain de Buea, essai de géographie sociale (communication au colloque de Talence sur la croissance urbaine en Afrique noire et à Madagascar, octobre 1970).

ou district par département (en plus de celui qui a son siège au chef-lieu de département) sauf dans le Mezam qui en possède deux. Le réseau routier est en outre souvent médiocre, la desserte de l'espace rural encore incomplète, et chaque petit centre est relié directement, pour ses relations économiques, à Bamenda, sans le relais d'une ville intermédiaire.

Dans les zones plus basses, la disposition est toute autre et les centres urbains se disposent suivant deux lignes perpendiculaires à la côte. De part et d'autre de la frontière interne se trouvent des pays assez peu peuplés où s'est installée la colonisation européenne sous forme de grandes plantations. Dans la province du Sud-Ouest, les centres actifs de la côte se concentrent sur, ou à proximité de, la route Kumba-Victoria. De plus en plus cependant Victoria n'est plus la tête de cet ensemble qui se rattache à Douala par des relations directes depuis l'ouverture de la route Tiko-Douala. Le schéma est plus net encore dans le département du Mungo. Là c'est la voie ferrée, relayée de nos jours par une route bitu-

mée à grand trafic qui a été le moteur de l'urbanisation et les centres urbains s'alignent donc sur cet axe.

Cependant Nkongsamba n'a de rôle directeur que sur le plan administratif, les relations commerciales s'établissent directement avec Douala pour la plupart des centres, sans le relais de commerce de gros que représente de moins en moins d'ailleurs le chef-lieu du département pour les zones situées plus au Nord. Les coopératives elles-mêmes ne sont pas concentrées à Nkongsamba mais sont aussi nombreuses à Loum ou à Mbanga.

En dehors de ces zones existent aussi des centres urbains : la zone frontière de l'ancien Cameroun Occidental, le département de Nkam. Mais ce sont là des secteurs peu peuplés, mal desservis par les voies de communication et où l'emprise des petites villes très éloignées les unes des autres est plus administrative qu'économique. On ne voit donc plus se dégager de dessin bien net du service urbain ni s'organiser un véritable système urbain.

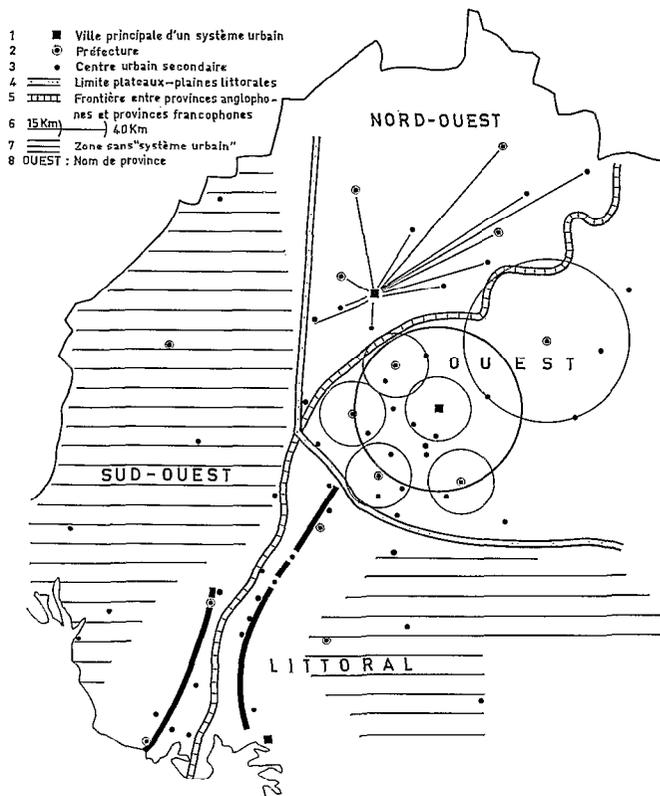


FIG. 3. — (Légende commune aux figures 3 et 4).

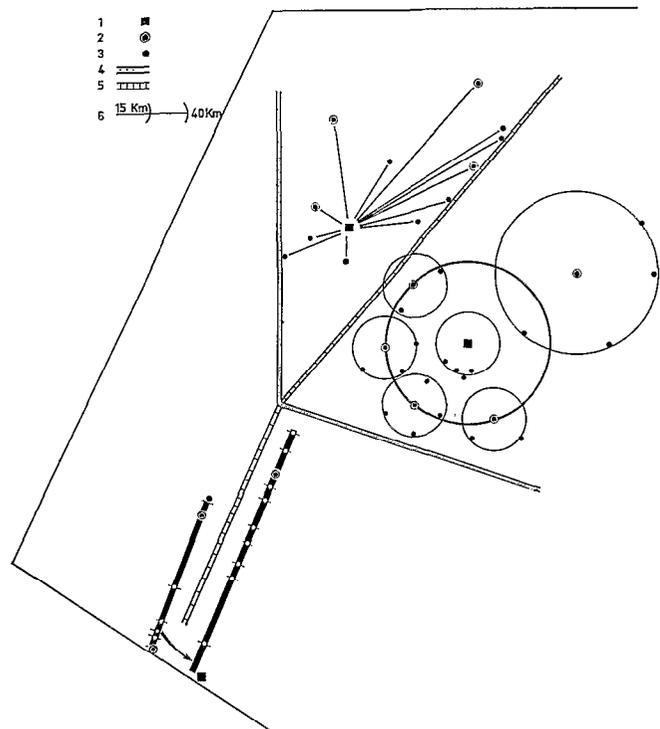


FIG. 4

Il nous semble que l'on peut aller un peu plus loin dans cette cartographie de la répartition spatiale

des villes et esquisser une sorte de « modèle cartographique épuré » (1). Les quatre ensembles de villes définis ci-dessus ont été reportés de façon schématique sur la figure 4. Seuls ont été conservés les éléments essentiels d'explication : dessin simplifié des frontières internationales, limite plateau-plaines littorales, ancienne frontière entre les deux Etats. La forme en éventail du « réseau » du Bamenda a été conservée telle quelle. Les alignements du Sud ont été redressés sous forme de deux droites parallèles. Dans la province de l'Ouest, le décalage entre pays Bamiléké et pays Bamoun a été respecté, par contre on a positionné sur le grand cercle de Bafoussam les quatre autres préfectures et sur les petits cercles les diverses sous-préfectures. Un tel schéma, que nous n'osons baptiser de « modèle cartographique » nous semble rendre compte assez fidèlement des traits essentiels de la structure urbaine régionale.

\*  
\* \*

Cette image de l'armature urbaine telle qu'elle a été décrite ici dans ses grandes lignes est incomplète et provisoire. Elle n'intéresse en effet qu'une partie du Cameroun. Certes les villes du Cameroun méridional

ou celles du nord ne sont guère reliées à l'ensemble occidental et elles ont leurs caractères propres, à l'image de leurs régions. On y retrouve cependant les mêmes générations de villes : pré-coloniales, germaniques, françaises, liées au chemin de fer ou développées ou créées de toutes pièces après l'indépendance. De même la fonction administrative a presque toujours été le moteur du processus d'urbanisation. Toutes ces villes ont aussi en commun d'avoir les mêmes capitales à leur tête : Yaoundé et Douala qui sont pour tout le pays les centres de décision sur les plans administratif ou commercial. Image provisoire aussi qui représente, au moment présent, le résultat d'une histoire encore brève dans laquelle les dix dernières années ont imprimé une marque plus forte. Au cours de la décennie se sont accentués les rôles dominants de Douala et Yaoundé, au détriment, pour le Cameroun Occidental, de Victoria et Buea. Cette évolution ira en s'affirmant avec la mise en place des institutions de la République Unie. Le problème d'ailleurs n'est pas de créer des réseaux autonomes, mais, au-dessous des deux pôles nationaux, de structurer davantage les régions occidentales en hâtant la promotion de centres régionaux capables d'animer réellement cet ensemble.

*Manuscrit reçu au S.C.D. le 6 octobre 1972.*

(1) Nous nous sommes inspirés ici de l'intéressant article de R. BRUNET sur les villes du Massif Central (*L'Espace géographique* n° 1, janvier-mars 1972), pp. 43-48.